

Compte-rendu du Sommet mondial des Peuples autochtones et de la nature : 8-10 octobre 2025

« Ce sommet est la promesse que les voix autochtones seront non seulement entendues, mais qu'elles contribueront également à orienter l'avenir de la conservation ». Cette déclaration de Razan Khalifa Al Mubarak, Présidente de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), a souligné l'importance du tout premier Sommet mondial pour les Peuples autochtones et la nature en format présentiel, convoqué sur le thème « Nos savoirs traditionnels sont le langage de la Terre nourricière » et organisé dans le cadre de l'édition 2025 du Congrès mondial de la nature de l'UICN.

Ce sommet historique a clairement montré que les Peuples autochtones sont les gardiens de la vie sur Terre. En tant que puits de connaissances, protecteurs des territoires ancestraux et visionnaires de la durabilité, ils sont au cœur de tout effort de conservation. Le Sommet a créé un espace « pour écouter, apprendre et échanger », en soulignant les défis et les opportunités pour une participation pleine et effective des Peuples autochtones aux forums décisionnels, ce qui est crucial pour un avenir durable.

Au cours des trois jours du Sommet, les cérémonies d'ouverture traditionnelles menées par les « nanas et tatas » autochtones ont rappelé « les liens spirituels profonds qui unissent les Peuples autochtones à la Terre » et à leurs ancêtres. Des performances vocales et instrumentales ont mis en évidence la transmission intergénérationnelle des savoirs traditionnels.

Les discussions menées lors du segment de haut niveau ont mis en lumière les inestimables contributions des Peuples autochtones à la conservation et ont souligné que les priorités autochtones doivent façonner les plans nationaux et les cadres internationaux. Les représentants autochtones ont souligné la nécessité de « changer notre façon d'interagir avec la nature » et ont appelé le Sommet à passer des promesses à l'action.

Les participants ont également évoqué :

- le chemin parcouru depuis le dernier congrès de l'UICN à Marseille en 2021 jusqu'à Abu Dhabi ;
- le leadership autochtone dans la politique mondiale, en abordant les liens entre les Territoires autochtones et traditionnels (TAT) et la conservation de la biodiversité ; et
- la redéfinition du discours sur le climat.

En outre, lors du tout premier Pavillon autochtone, les participants ont pris part à une série de discussions qui ont abordé des questions telles que :

- la nécessité d'un accès direct au financement pour les Peuples autochtones ;
- la refonte de systèmes financiers inclusifs ;
- les voies vers la réconciliation sur les terres autochtones, y compris la gestion des terres autochtones ;
- la participation des Organisations de Peuples autochtones (OPA) à l'Assemblée générale des membres de l'UICN ;

- les savoirs traditionnels, la conservation de la diversité bioculturelle et l'aménagement du territoire ;
- le rôle des femmes autochtones dans la gouvernance de l'eau ; et
- les enseignements tirés de l'Initiative PODONG des Peuples autochtones.

Le Sommet mondial pour les Peuples autochtones et la nature s'est tenu du 8 au 10 octobre 2025 à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis (EAU), et a attiré plus de 300 participants.

Bref historique du Sommet mondial des Peuples autochtones

Le Sommet mondial des Peuples autochtones et de la nature est le fruit de plusieurs décennies de travail. L'UICN a été créée en 1948 en tant qu'organisation scientifique indépendante avec pour vocation « d'influencer, d'encourager et d'aider les sociétés du monde entier à préserver l'intégrité et la diversité de la nature » et de veiller à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable. Cependant, pendant les premières décennies de son existence, l'UICN n'a pas officiellement reconnu les Peuples autochtones au sein de sa structure. Cela a commencé à changer en 1975, les questions autochtones devenant le thème central de quelque 159 résolutions adoptées par les membres de l'UICN depuis lors. Une étape

Dans ce numéro

Bref historique du Sommet mondial des Peuples autochtones	1
Compte-rendu du Sommet mondial des Peuples autochtones	2
Segment de haut niveau	2
De Marseille à Abu Dhabi	3
Le leadership autochtone dans la politique mondiale : Les TAT et la conservation de la biodiversité	4
Redéfinir le discours sur le climat : Le leadership autochtone dans la transformation des politiques mondiales	5
Grande ouverture et inauguration de la Maison des Peuples autochtones	6
Dialogues autochtones	7
Annonces, rapports et clôture du Sommet	11
Prochaines réunions	12
Glossaire	12

importante a été franchie en 2008 avec l'adhésion de l'UICN à la [Déclaration des Nations unies sur les droits des Peuples autochtones](#) (UNDRIP).

En 2016, l'UICN a modifié sa structure pour la première fois de son histoire en créant une catégorie de membres pour les Organisations de Peuples autochtones (OPA). Cela a accru la visibilité des Peuples autochtones au sein de l'Union et a permis aux OPA de parrainer des propositions de résolution pour examen par l'Assemblée de l'UICN. Les OPA membres se sont réunies pour la première fois en 2018 et ont élaboré une stratégie autodéterminée, identifiant des priorités communes pour faire progresser les droits et les questions autochtones dans le domaine de la conservation et au sein de l'UICN.

Sommet mondial des Peuples autochtones lors de l'édition 2021 du Congrès mondial de la nature de l'UICN : Les OPA ont participé pour la première fois au Congrès mondial de la nature de l'UICN en tant que OPA membres à Marseille, en France, en 2021. Ce Congrès a donné lieu au premier Sommet mondial de l'UICN sur les Peuples autochtones et la nature, qui s'est tenu sous une forme hybride. Lors de ce sommet, les représentants autochtones se sont mis d'accord sur un [Programme mondial autochtone pour la gouvernance des terres, des territoires, des eaux, des mers côtières et des ressources naturelles autochtones](#). La tenue de cet événement a jeté les bases pour le premier sommet autochtone en présentiel à Abu Dhabi, qui a également accueilli un pavillon autochtone présentant les nombreuses victoires des Peuples autochtones ainsi que les défis qu'ils affrontent.

Compte-rendu du Sommet mondial des Peuples autochtones

Le mercredi 8 octobre, Anita Tzec, Dirigeante maya yucatèque du Belize et Responsable principale du Programme de l'UICN sur les Peuples autochtones et la conservation, a ouvert le tout premier Sommet mondial des Peuples autochtones et de la nature en présentiel, comme espace « pour écouter, apprendre et créer des liens les uns avec les autres ».

Ramiro Batzin, Vice-président de l'UICN et Coprésident du Forum international autochtone sur la biodiversité (FIAB), a souligné que les savoirs traditionnels sont la voix de la Terre nourricière et que la conservation pour les Peuples autochtones concerne « les droits, les connaissances, la terre, la transformation, la vie, notre environnement ». Il a ensuite présenté l'ordre du jour du Sommet.

Une cérémonie spirituelle traditionnelle d'ouverture, menée par des « nanas et tatas » autochtones d'Amérique centrale et



WHAIA Sonic Weaver offrant une performance vocale et instrumentale à l'ouverture du Sommet

d'Afrique, a apporté ses bénédictions et son énergie positive aux travaux et aux participants du Sommet.

WHAIA - Sonic Weaver, chanteuse transcendante, artiste alchimiste et multi-instrumentiste des Premières Nations de Ngāti Kahungunu, d'origine maorie, a offert une performance mettant en valeur la transmission intergénérationnelle des savoirs traditionnels.

Segment de haut niveau

Razan Khalifa Al Mubarak, Présidente de l'UICN, a souligné que le premier Sommet mondial des Peuples autochtones en présentiel est un moment historique et la promesse que les voix autochtones seront non seulement entendues, mais qu'elles contribueront également à orienter l'avenir de la conservation. Elle a insisté sur le fait que « ce rassemblement remarquable » offre l'occasion de partager le message selon lequel « la nature n'est pas une marchandise, mais une identité, une source de vie, de culture et d'appartenance ». Elle a conclu en soulignant que « l'inspiration et l'aspiration ne suffisent pas », car les priorités autochtones doivent façonner les plans nationaux et les cadres internationaux.

Shaikha Salem Al Dhaheri, Secrétaire générale de l'Agence pour l'environnement d'Abu Dhabi, Émirats arabes unis, a souligné que la cérémonie traditionnelle d'ouverture du Sommet a été un « rappel des liens spirituels profonds qui unissent les Peuples autochtones à la Terre, réaffirmant la raison pour laquelle nous sommes ici ». Elle a mis en avant les considérables contributions des Peuples autochtones en matière de conservation, soulignant que leurs connaissances, fondées sur des siècles d'observation et de pratiques, constituent une science vivante. Elle a conclu en déclarant que le Sommet envoyait un message puissant de respect et d'espoir pour les peuples et la nature.

Grethel Aguilar, Directrice Générale de l'UICN, a souligné qu'en ces temps difficiles la conservation n'est pas possible sans le respect et la défense des droits des Peuples autochtones. Elle a expliqué que l'organisation du premier Sommet mondial des Peuples autochtones est « un moment vraiment spécial », car « ce n'est qu'en écoutant attentivement les autres que l'on peut apprendre ». La Directrice Aguilar a déclaré en outre que « la sagesse, les connaissances et le courage des Peuples autochtones doivent être au centre de toutes nos actions », reconnaissant que les autochtones défendent leurs droits et leurs terres, souvent au péril de leur vie. Elle a déclaré que « nous serons à vos côtés » grâce aux initiatives mises en place ensemble.

Sonia Guajajara, Ministre des Peuples autochtones du Brésil, a souligné dans une vidéo que le Sommet est pour les Peuples autochtones un espace crucial où mettre en avant et partager



Razan Khalifa Al Mubarak, Présidente de l'UICN, et **Shaikha Salem Al Dhaheri**, Secrétaire Générale de l'Agence pour l'environnement d'Abu Dhabi, Émirats arabes unis.



Grethel Aguilar, Directrice Générale de l'UICN

leurs connaissances ancestrales et où plaider en faveur de la protection de leurs territoires, de leur gouvernance et de leur science ancestrale. Elle a fait remarquer qu'une fois les limites de la Terre dépassées, il est difficile de prédire l'ensemble des changements qui se produiront. Elle a souligné que « nous devons changer notre façon d'interagir avec la nature », car les innovations technologiques ne peuvent à elles seules résoudre tous les problèmes. La Ministre Guajajara a par ailleurs insisté sur la nécessité de garantir les droits des Peuples autochtones sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources, sur la base de la science et des visions du monde autochtones.

Puyr Tembé, Première secrétaire des Peuples autochtones de l'État du Pará, au Brésil, a annoncé que « les gens réalisent enfin que l'avenir sera avec Peuples autochtones ». Observant que la science occidentale a « affamé la Terre » tout en considérant les Peuples autochtones comme « primitifs », elle a déclaré que les solutions en matière de climat et de biodiversité ne peuvent être trouvées que si les connaissances des Peuples autochtones sont prises en compte. Elle a souligné qu'une proportion importante des forêts protégées du monde se trouve en terres autochtones.

Kerry Max, Directeur adjoint, Partenariats pour le climat, Affaires mondiales Canada, a exprimé la fierté du Canada de soutenir ce Sommet autochtone. Il a souligné le rôle du Canada dans le financement des plus anciens défenseurs de la biodiversité, appelant à ce que les Peuples autochtones, y compris les femmes et les jeunes, aient accès sans délai ni compromis aux ressources nécessaires. Il a plaidé pour un passage de la consultation à la co-création grâce à des initiatives co-conçues et co-dirigées par les Peuples autochtones. Il a salué le travail de l'Initiative PODONG visant à restructurer le financement et a exhorté à poursuivre sur cette lancée.

Niila-Juhán Valkeapää, Vice-président du Conseil des jeunes du Parlement Sami, en Finlande, a critiqué les projets qui ont détruit les moyens de subsistance des Peuples autochtones, affirmant que le mode de vie sami consiste à protéger la nature. Il a souligné la valeur scientifique des connaissances samis et a exhorté à faire confiance aux jeunes autochtones en tant que partenaires à part entière, en finançant les solutions qu'ils proposent pour faire face aux crises de la biodiversité et du climat. Il a appelé ce Sommet à passer des promesses à l'action, avec le leadership autochtone pour véritablement soutenir le monde.

Lucy Mulenkei, Coprésidente du FIAB et Directrice exécutive du Réseau d'information autochtone (IIN), a appelé à l'inclusivité et au partenariat, car les Peuples autochtones ne peuvent pas tout faire seuls. Elle a souligné que les objectifs du Cadre mondial pour la biodiversité (CMB) de Kunming-Montréal contribuent

à garantir des progrès. Elle a appelé à un soutien continu à l'[Initiative PODONG des Peuples autochtones](#), qui tire son nom du mot « panier » en langue marma du Bangladesh, et a insisté sur la collaboration avec le secteur privé au sein du [Groupe de travail sur les informations financières liées à la nature](#) (TNFD).

De Marseille à Abu Dhabi

Le mercredi 8 octobre, une table ronde s'est penchée sur le chemin parcouru depuis le dernier Congrès de l'UICN, qui s'est tenu à Marseille en 2021, jusqu'à celui qui se déroule actuellement à Abu Dhabi. Elle a notamment abordé l'évolution de la participation des Peuples autochtones au système de gouvernance de l'UICN et la mise en œuvre du [Programme mondial de l'UICN pour la gouvernance des terres, territoires, eaux, mers côtières et ressources naturelles autochtones](#).

Kristen Walker, Présidente de la Commission des politiques environnementales, économiques et sociales de l'UICN, a souligné que le Programme mondial autochtone de l'UICN « est bien plus qu'une déclaration, il représente notre engagement commun ». Elle a décrit le processus mis en place pour renforcer la participation des Peuples autochtones dans toutes les structures de gouvernance de l'UICN. La Présidente Walker a souligné en outre que, depuis Marseille, de nouvelles initiatives ont vu le jour, telles que l'[Initiative pour une conservation inclusive](#) (ICI) dans le cadre du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et l'[Initiative PODONG des Peuples autochtones](#).

Ramiro Batzin a donné un aperçu de l'engagement des organisations autochtones auprès de l'UICN, en discutant des défis et des progrès accomplis vers la pleine reconnaissance du rôle et des contributions des Peuples autochtones. Il a souligné l'importance de la participation des autochtones aux forums de prise de décision et a mis en avant la nécessité d'une participation active de tous les détenteurs de droits.

Anita Tzec a focalisé son intervention sur le Programme de l'UICN pour les Peuples autochtones et la conservation, en soulignant que les résultats obtenus n'auraient pas été possibles sans le soutien quotidien des responsables autochtones. Elle a souligné que le nombre de membres autochtones de l'UICN est passé de 26 à Marseille à 41 à Abu Dhabi. Elle a par ailleurs mis en lumière la stratégie et le plan de travail autodéterminés des Peuples autochtones, en soulignant la nécessité : d'augmenter le financement direct et inclusif pour la conservation de la biodiversité et l'action climatique ; de renforcer les capacités et d'autonomiser les responsables autochtones ; et de construire des alliances à long terme, notamment avec le secteur privé.

Graciela Coy, de l'association Ak' Tenamit, Présidente du Comité national des membres de l'UICN au Guatemala, a présenté les progrès réalisés dans les cinq domaines de mise en œuvre du [Programme mondial autochtone de l'UICN](#).



De gauche à droite : **Anita Tzec**, Dirigeante maya yucatèque du Belize et Responsable principale du Programme sur les Peuples autochtones et la conservation, UICN ; **Ramiro Batzin**, Vice-président de l'UICN et Coprésident du FIAB ; et **Andrea Carmen**, Nation Yaqui, Conseil international des traités indiens

Elle a mis en exergue les politiques publiques contraignantes, les progrès en matière de gestion forestière et les incitations connexes, ainsi que la participation des Peuples autochtones aux espaces de prise de décision à tous les niveaux. Elle a également abordé la légalisation foncière, la formation et le renforcement des capacités des jeunes, la reconnaissance des structures de gouvernance traditionnelles, ainsi que la transmission et le partage des savoirs traditionnels intergénérationnels.

Andrea Carmen, de la nation Yaqui, Conseil international des traités indiens, a noté comme « fausses solutions » la contamination des eaux souterraines par une mine de lithium à Sonora, au Mexique, et les fuites de sables bitumineux en Alberta, au Canada. Elle a souligné la sagesse autochtone selon laquelle le charbon doit rester dans le sol en tant que « filtre à eau de la Terre nourricière » et a appelé à une transition vers une production alimentaire durable.

Lucy Mulenkei a rappelé les différends passés entre les Peuples autochtones et l'UICN sur des questions telles que l'exploitation minière, mais a souligné que « les gens ont appris à travailler ensemble ». Elle a déploré la participation limitée de l'Afrique et a appelé les gouvernements à : considérer les Peuples autochtones du point de vue des droits humains ; garantir leurs droits sur leurs terres et territoires ; et mettre en œuvre le principe du Consentement libre, informé et préalable (CLIP).

Erica McCreedy, de l'Alliance autochtone Nord-Australienne pour la gestion des terres et les mers (NAISMA), a souligné la nécessité : de flux financiers et d'investissements directs pour les Peuples autochtones ; d'identifier les avantages des projets et des partenariats pour les Peuples autochtones ; et d'autonomiser les jeunes. Elle a noté, parmi les défis, les obstacles systémiques causés par la non-reconnaissance de la souveraineté et des systèmes de connaissances autochtones, et le financement disproportionnellement faible par hectare pour les terres autochtones.

Au sujet de la vision à 20 ans de l'UICN, Peter Michael Cochrane, Vice-président de l'UICN, a estimé qu'elle offre une orientation générale qui complète le [Programme de travail quadriennal 2026-2029](#), actuellement en discussion en vue de son adoption lors du Congrès mondial de la nature 2025 de l'UICN. Il a mis en avant plusieurs messages clés, notamment :

- l'intensification des actions de conservation résilientes et durables ;
- la lutte contre la perte de biodiversité à travers huit domaines de transformation ;
- la conduite du changement à travers six rôles catalyseurs que joue l'UICN dans la conservation de la nature ; et
- le développement d'un modèle financier plus solide et plus résilient.



Peter Michael Cochrane, Vice-président de l'UICN

Le Vice-président Cochrane a abordé trois domaines d'impact, à savoir : la conservation efficace de la biodiversité ; la prise en compte de l'interdépendance entre la biodiversité, l'eau, l'alimentation, la santé et les changements climatiques ; et la promotion d'une société plus juste et plus équitable.

Stewart Maginnis, Directeur Général adjoint de l'UICN, a centré son propos sur le Programme de l'UICN pour 2026-2029, en soulignant qu'il représente le cadre opérationnel de l'UICN pour réaliser sa vision à 20 ans. Il a élaboré sur les impacts et les résultats, mettant en avant la « voie des peuples » et soulignant l'importance de l'équité et de la justice pour une bonne gouvernance environnementale. Parmi les résultats, il a souligné la nécessité de reconnaître, respecter et promouvoir les droits, l'autonomie et la gestion responsable des Peuples autochtones et communautés locales, y compris les défenseurs de l'environnement, tout au long du Programme. Il a insisté sur : des approches équitables en matière de suivi ; l'accent mis sur le renforcement des capacités, la prise de décision équitable et l'inclusivité ; la fourniture de matériel, d'outils et de conseils ; la promotion de l'adoption d'une gamme d'approches éducatives ; et la prise en compte des connaissances traditionnelles et autochtones dans l'élaboration de solutions fondées sur la nature.

Le leadership autochtone dans la politique mondiale : Les TAT et la conservation de la biodiversité

Cette session, animée par Lucy Mulenkei, a abordé le leadership autochtone dans la politique mondiale, en évoquant notamment la manière dont les TAT contribuent à la conservation de la biodiversité et les raisons pour lesquelles cela est important.

Joënia Wapichana, Présidente de la Fondation nationale pour les Peuples autochtones (FUNAI) au Brésil, a déclaré que son ancien poste de première femme autochtone membre du parlement brésilien montre que les Peuples autochtones sont capables d'exercer un leadership. Elle a mis en exergue la proposition et l'investissement du Brésil dans le Fonds « Tropical Forests Forever », qui contribuera à financer la protection des terres autochtones.

L'Ambassadeur Mher Margaryan, de la Mission permanente de l'Arménie auprès des Nations Unies, a déclaré que le CMB fournit un cadre pour honorer les connaissances et les pratiques autochtones en vertu de l'article 8(j) de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Il a noté qu'un nouvel organe subsidiaire sur l'article 8(j) (SB8j) se réunira du 27 au 30 octobre 2025 au Panama afin de renforcer le cadre juridique relatif aux terres et territoires autochtones.

Au cours de la table ronde qui a suivi, Viviana Figueroa, Chargée de programme adjointe au Secrétariat de la CDB et au FIAB, a expliqué que l'objectif 3 du CMB, qui vise



Joënia Wapichana, Présidente de la FUNAI, Brésil

la conservation de 30 % des terres, des eaux et des mers, reconnaît les TAT. Elle a expliqué que dans le cadre du nouveau Programme de travail sur l'article 8(j) adopté par la CdP 16 de la CDB, le nouveau SB8j discutera des lignes directrices pertinentes, ainsi que : des normes internationales pour la reconnaissance des TAT, y compris la titularisation foncière et les systèmes de gouvernance ; du financement pour les contributions continues des savoirs traditionnels à la restauration et à la conservation de la biodiversité ; et des rôles clés des femmes, des enfants et des jeunes.

Olivier Rukundo, Responsable de l'unité « Peuples et biodiversité » au Secrétariat de la CDB, a mis en exergue l'adoption du CMB et la création du SB8j lors de la CdP 16 en octobre 2024. Il a insisté sur le fait que le nouveau Programme de travail pour l'article 8(j) a été élaboré en conformité avec le CMB et aura un impact direct sur la mise en œuvre de ce dernier. Il a également attiré l'attention sur les lignes directrices pour l'inclusion et la prise en compte des terres traditionnelles et de l'utilisation des ressources dans les processus d'aménagement du territoire et les évaluations d'impact environnemental.

Adriana Goncalves Moreira, Responsable de la division Partenariats du FEM, a souligné que le FEM reste, 33 ans après sa création, le plus grand fonds multilatéral de subventions. Elle a présenté un aperçu des programmes et projets phares concernant les Peuples autochtones, ainsi que l'inclusion des Peuples autochtones dans l'architecture et la gouvernance du FEM. Elle a notamment mis en avant l'ICL, le processus de mise en œuvre du Fonds du CMB, dont 20% des ressources sont destinées aux Peuples autochtones et communautés locales, ainsi que des projets locaux au Brésil, au Kenya et au Pérou.

Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont examiné des moyens pour : renforcer les capacités des communautés autochtones à soumettre des propositions de qualité pour les projets du FEM ; amplifier la voix des autochtones au niveau politique ; et renforcer la mise en œuvre sur le terrain.

Redéfinir le discours sur le climat : Le leadership autochtone dans la transformation des politiques mondiales

Cette session, animée par Verónica Ruiz García, Responsable principale du programme Climat, nature et populations de l'UICN, a souligné l'importance de la « composante humaine » dans la lutte contre la triple crise planétaire que sont les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution.



De gauche à droite : **Olivier Rukundo**, Responsable de l'unité Peuples et biodiversité, Secrétariat de la CDB ; **Viviana Figueroa**, Chargée de programme adjointe, Secrétariat de la CDB et FIAB ; **Amb. Mher Margaryan**, Mission permanente de l'Arménie auprès des Nations unies ; **Joënia Wapichana**, Présidente, FUNAI, Brésil ; **Adriana Goncalves Moreira**, Responsable de la Division des partenariats, FEM ; et **Lucy Mulenkei**, Modératrice, Coprésidente du FIAB et Directrice exécutive de l'IIN

Les panélistes ont ensuite discuté des priorités et des positions clés des Peuples autochtones pour les négociations de la 30^e session de la Conférence des Parties (CdP) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui se tiendra à Belém, au Brésil, du 10 au 21 novembre 2025.

Puyr Tembé a appelé à l'égalité de traitement en matière d'implication et de participation des Peuples autochtones aux CdP des accords multilatéraux sur l'environnement, y compris la CCNUCC. Elle a exhorté à briser les cloisonnements et à fournir un financement direct aux Peuples autochtones.

Soulignant que le leadership des Peuples autochtones est essentiel pour transformer les politiques publiques en matière de changements climatiques, Onel Masardule, Directeur exécutif de la Fondation pour la promotion des connaissances autochtones, a présenté de nombreux exemples montrant que les connaissances autochtones peuvent contribuer à la recherche de solutions climatiques. Il a appelé à la « décolonisation des politiques », à la participation des Peuples autochtones à la prise de décision et à leur autonomisation afin qu'ils puissent élaborer leurs propres lois coutumières et politiques transformatrices.

Eileen Mairena Cunningham, Référente pour les Peuples autochtones à la CCNUCC, a souligné que les mesures appropriées consistent à :

- cesser de considérer la biodiversité et les changements climatiques comme des questions distinctes ;
- considérer les Peuples autochtones non seulement comme des bénéficiaires, mais aussi comme des partenaires sur un pied d'égalité ;
- renforcer les capacités des Peuples autochtones en matière de financement ;
- explorer le cofinancement de la biodiversité et de l'action climatique ;
- tirer les leçons des initiatives de durabilité mises en œuvre sur le terrain par les Peuples autochtones afin d'améliorer les systèmes de gouvernance ; et
- affirmer lors de la CdP 30 de la CCNUCC que l'autodétermination des Peuples autochtones doit être renforcée par le biais des droits fonciers et de l'accès direct aux financements.

Alfredo Daniel Redondo, Responsable de l'équipe Nature, Équipe des Champions du Climat, a mis en avant les connaissances autochtones et souligné que les Peuples autochtones sont ceux qui ressentent le plus les effets des changements climatiques. Il a expliqué que l'[Étude mondiale](#)



Eileen Mairena Cunningham, point focal pour les Peuples autochtones à la CCNUCC, et **Onel Masardule**, Directeur exécutif, Fondation pour la promotion des connaissances autochtones



Alfredo Daniel Redondo, Chargé de l'équipe Nature, Équipe des champions du climat

[sur les contributions des Peuples autochtones au climat](#) montre que les forêts, la biodiversité et les écosystèmes prospèrent là où les droits des Peuples autochtones sont respectés. Il a encouragé le couplage des connaissances autochtones avec la science, les données et la technologie.

Manuel Pulgar-Vidal, Président de la Commission sur la crise climatique de l'UICN et Responsable mondial Climat et Énergie au Fonds mondial pour la nature, a recommandé de renforcer le programme climatique en élargissant la participation des Peuples autochtones, à travers :

- la protection du multilatéralisme ;
- la promotion de la participation des Peuples autochtones à l'Accord de Paris ; et
- un changement de discours en matière de climat pour renouer avec les populations.

Il a mis en lumière : l'[Avis consultatif sur les obligations des États en matière de changements climatiques](#) rendu par la Cour internationale de justice en juillet 2025; la nécessité de faire référence aux droits des Peuples autochtones dans les préparatifs du Brésil en vue de dresser un [Bilan mondial éthique](#) lors de la CdP 30 de la CCNUCC ; le besoin d'un organe subsidiaire sur les questions autochtones dans le cadre de la CCNUCC ; la reconnaissance par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de l'importance des savoirs traditionnels ; et la nécessité d'une plus grande participation des Peuples autochtones au processus de négociation des indicateurs pour l'Objectif mondial d'adaptation dans le cadre de l'Accord de Paris.

Dans la discussion qui a suivi, les panélistes ont noté :

- que la question du lien entre genre et climat dans le contexte autochtone reste une question en suspens ;
- que pour atteindre leurs objectifs, les groupes devraient travailler ensemble plutôt que de céder à la concurrence entre les programmes et les groupes d'intérêt ;
- que les femmes, qui sont les plus touchées par les changements climatiques, doivent être au centre des débats lors des CdP de la CCNUCC, et se voir octroyer les moyens financiers et technologiques nécessaires pour trouver des solutions immédiates ; et
- que les territoires autochtones offrent une solution aux changements climatiques et à la transformation politique.

Grande ouverture et inauguration de la Maison des Peuples autochtones

Le jeudi 9 octobre, Anita Tzec a souhaité la bienvenue à toutes et à tous au tout premier Pavillon autochtone de l'UICN, qui a ouvert ses portes avec une invocation spirituelle offerte par les « nanas et tatas ».



De gauche à droite : **Ramiro Batzin**, Vice-président de l'UICN et Coprésident du FIAB ; **Anita Tzec**, Dirigeante maya yucatèque du Belize et Responsable principale du Programme sur les Peuples autochtones et la conservation à l'UICN ; **Aroha Te Pareake Mead**, chercheuse maorie ; et **Lucy Mullenkei**, Coprésidente du FIAB et Directrice exécutive de l'IIN

Grethel Aguilar a souligné l'importance du Pavillon autochtone, en remerciant le Canada, l'Agence danoise de développement international (DANIDA), la Commission européenne et les responsables autochtones qui ont participé à sa mise en place. Constatant que 41 organisations autochtones sont membres de l'UICN, elle a rappelé le difficile chemin qui a abouti à cette réalisation. Elle a exhorté chacun et chacune à envisager d'adhérer à l'UICN afin de faire avancer encore davantage le programme de conservation autochtone.

Ramiro Batzin a rappelé qu'il a fallu 20 ans à la communauté autochtone pour « ouvrir la porte de l'UICN ». Soulignant que 80% de la conservation de la biodiversité a lieu sur les territoires autochtones alors que les Peuples autochtones ne représentent que 5% de la population mondiale, il a appelé à fixer comme objectif d'ici quatre ans que 80% des membres de l'UICN soient autochtones.

S'exclamant qu'il est « merveilleux de trouver un foyer », Lucy Mullenkei a souligné la gratitude du FIAB pour le soutien reçu en vue de cette étape historique, ajoutant que le Pavillon offre un espace où tous peuvent interagir.

Kerry Max a souligné l'engagement du Canada en faveur de la réconciliation avec les Peuples autochtones après des décennies de relations abusives. Il a insisté sur la nécessité de transmettre les messages issus du Sommet et du Pavillon des Peuples autochtones aux donateurs, aux gouvernements et aux institutions, et de garantir un financement direct aux Peuples autochtones, sans intermédiaires, sans délai et sans compromis.

WHAIA Sonic Weaver, accompagnée d'Erick Terena, Maraka Music (Brésil), et de Gavin Singleton, Dawul Wuru Aboriginal Corporation (Australie), a offert une performance vocale et instrumentale rappelant aux participants nos liens avec le monde physique et spirituel.

Anthony Goldner, Directeur Général du TNFD, a mis en avant les efforts visant à établir des ponts entre les acteurs du monde des affaires et de la finance d'une part, et les responsables et communautés autochtones d'autre part. Déplorant les mauvais résultats des entreprises privées en matière de protection de la nature et d'engagement auprès des Peuples autochtones, il a souligné que le travail commence par un dialogue visant à comprendre les points de vue de chacun. Mettant en avant le manuel d'orientation du TNFD sur la manière dont les entreprises et les acteurs financiers peuvent s'engager plus efficacement auprès des communautés autochtones, il a appelé les entreprises

à reconnaître leur impact sur la planète et à divulguer les informations pertinentes.

Erica McCreedy a souligné que « tout est lié à travers la Pachamama ». Elle a insisté sur la nécessité de renforcer la voix des Peuples autochtones et de nouer des partenariats, à la fois pour atteindre les objectifs et cibles fixés, et pour améliorer les moyens de subsistance et protéger la Terre nourricière.

La cérémonie d'ouverture du Pavillon s'est terminée par une coupe de ruban symbolique.

Dialogues autochtones

Accès direct des Peuples autochtones au financement pour la conservation de la biodiversité et les actions climatiques : cette session s'est déroulée le jeudi 9 octobre et était animée par Anita Tzec. Elle a mis en avant les modèles de financement dirigés par les autochtones et leur impact, et a appelé à la mise en place de systèmes financiers conçus avec et pour les Peuples autochtones afin de garantir des résultats justes et durables en matière de climat et de biodiversité.

Sara Omi Casamá, Présidente du Comité de coordination des femmes leaders territoriales de Mésoamérique et Responsable autochtone du peuple Emberá, au Panama, a mis en exergue la mobilisation des ressources pour la conservation de la biodiversité en Amérique centrale, en particulier pour les jeunes femmes. Elle a estimé qu'il y a un besoin de travail interne dans les communautés pour amplifier la voix des femmes, compte tenu de la prévalence d'une culture sexiste et de la violence à l'égard des femmes. Elle a souligné que l'action dépend en fin de compte des ressources, mais que peu de ressources parviennent jusqu'au niveau local et que les femmes y ont encore moins accès.

Paine Mako, Directrice exécutive de l'Ujamaa Community Resource Team (UCRT) en Tanzanie, a rendu compte des efforts déployés pour réduire le taux de perte de terres pour les éleveurs. Elle a évoqué la difficulté de lever des fonds pour le programme malgré ses effets positifs. Elle a fait entendre que les intermédiaires qui reçoivent généralement des dons importants des bailleurs de fonds ont ensuite le pouvoir de décider du montant alloué à l'UCRT, de sorte que les bénéficiaires finaux ne reçoivent qu'une petite partie des financements accordés. Elle a cité l'exemple de l'Initiative PODONG, menée par des autochtones, qui a contribué à combler ce fossé en répondant aux priorités des communautés, en soutenant la gouvernance et la gestion autochtones des terres et des ressources naturelles, et en œuvrant pour garantir la titularisation foncière collective des Peuples autochtones.

Le leadership autochtone et la refonte de systèmes financiers inclusifs pour la biodiversité et le climat : Cette session, animée par Lucy Mullenkei, a exploré les modèles

efficaces de financement de la biodiversité, les obstacles qui subsistent et les changements politiques nécessaires pour garantir des flux de ressources équitables et durables, un financement inclusif et direct pour les Peuples autochtones et une gestion responsable dirigée par les autochtones.

Eleni Kyrou, Responsable Durabilité et Inclusion au Fonds vert pour le climat (FVC), a évoqué la mission du FVC qui consiste à canaliser les flux financiers vers les pays en développement pour qu'ils puissent relever les défis liés aux changements climatiques, en agissant à parts égales en matière d'adaptation et d'atténuation. Notant que le financement climatique s'est historiquement transmis de manière descendante, les communautés locales se retrouvant en bout de chaîne, elle a déploré que le leadership et les connaissances autochtones soient souvent négligés et que les Peuples autochtones ne soient pas traités comme des partenaires à part entière. Elle a mis en avant la politique du FVC relative aux Peuples autochtones, soulignant qu'elle va bien au-delà d'un simple mécanisme de sauvegarde. Elle a insisté sur le fait qu'il restait beaucoup à faire pour rendre les flux financiers accessibles aux Peuples autochtones par le biais d'une approche collaborative.

Anthony Goldner a reconnu que la discussion relative à des systèmes financiers capables d'inclure les Peuples autochtones touche à des questions fondamentales telles que le Consentement libre, informé et préalable (CLIP), la reconnaissance des données et la souveraineté, le respect de la propriété intellectuelle des Peuples autochtones et la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages dans le cadre de la CDB. Il a attiré l'attention sur les [Orientations relatives aux interactions avec les Peuples autochtones, les communautés locales et les parties prenantes concernées](#), établies par le TNFD, ainsi que sur une étude de cas intitulée [TNFD, LEAP et entreprises autochtones : Impacts et opportunités](#).

Anita Tzec a présenté les enseignements tirés de l'Initiative PODONG, qui repose sur la reconnaissance du fait que les connaissances et le leadership autochtones doivent être au cœur de la réalisation des objectifs et des cibles du CMB. Elle a décrit le processus de co-conception de l'initiative avec l'UICN, précisant que 85% des ressources vont directement aux Peuples autochtones et à leurs territoires, garantissant ainsi le leadership autochtone. Tzec a souligné que l'Initiative PODONG vise en outre à attirer des investissements afin de renforcer les capacités financières, administratives et techniques des organisations autochtones, à sensibiliser la communauté des donateurs, à autonomiser une nouvelle génération de leaders autochtones et à co-concevoir un mécanisme financier pour la mise en œuvre sur le terrain.



Paine Mako, Directeur exécutif, UCRT, Tanzanie



Anthony Goldner, Directeur général, TNFD

Ramson Siny Karmushu, du FIAB et Fondateur de My Indigenous Knowledge in Action, Kenya, a souligné le déficit de financement de la biodiversité, qui s'élève à 700 milliards USD par an, déplorant que seulement 1% des fonds existants parviennent jusqu'aux Peuples autochtones sur le terrain. Il a insisté sur la nécessité : d'un accès direct aux fonds ; d'une garantie de fiabilité et de cohérence dans les financements ; de fonds dédiés aux paysages inclusifs ; et de passer de petites subventions dédiées aux Peuples autochtones à des subventions plus substantielles. Karmushu a mis l'accent sur les problèmes bureaucratiques qui entraînent des retards dans la mise en œuvre sur le terrain et sur les défis liés à la faiblesse de la gouvernance et des intermédiaires.

Daniel Mabengo, Chargé de projet, Alliance nationale pour l'appui et la promotion des aires conservées autochtones et communautaires, République démocratique du Congo (ANAPAC-RDC), a déclaré que l'ANAPAC, une organisation autochtone, a conçu et gère un projet sur le terrain qui a permis de cartographier le territoire, de mener des actions de plaidoyer auprès du gouvernement, de renforcer la gouvernance dans les communautés autochtones et d'améliorer les moyens de subsistance des femmes et des jeunes.

Claudia Soares Baré, Secrétaire Directrice de Podáali – Fonds autochtone de l'Amazonie brésilienne, a déclaré que Podáali verse directement des fonds climatiques aux Peuples autochtones. Elle a ajouté que ce fonds se distingue des autres fonds climatiques car il se préoccupe davantage des relations, de la solidarité et de la responsabilité que des chiffres, des mesures et du carbone. Elle a souligné que Podáali est intéressée non pas uniquement par l'argent, mais aussi par l'autonomie, soulignant que les bénéficiaires ont désormais la confiance nécessaire pour développer des projets et se considèrent comme les gardiens de la biodiversité en Amazonie. Créé par et pour les Peuples autochtones, elle a déclaré que 100% des ressources de Podáali sont versées aux communautés autochtones, qui décident de leur utilisation, et que même les communautés où l'argent n'a aucune valeur reçoivent leur juste part de biens matériels.

Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont dialogué sur le travail du TNFD. Anthony Goldner a indiqué que ce travail est destiné à être adopté sur une base volontaire et que 620 organisations utilisent désormais les recommandations du Groupe de travail.

Les chemins de la réconciliation sur les terres autochtones : Aires protégées et conservées autochtones (APCA) : Cette session, animée par Verónica Ruiz García, s'est déroulée le vendredi 10 octobre. Elle a permis d'explorer la manière dont les APCA favorisent la réconciliation en mettant l'accent sur les droits, les connaissances et la gouvernance autochtones, et comment la gestion d'initiative autochtone renforce à la fois l'intégrité écologique et les valeurs culturelles, favorisant l'égalité, la résilience et la gouvernance inclusive.

Rosanne Casimir, Conseil d'administration de l'Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique (BCAFN), a déclaré que les 204 communautés des Premières Nations de la BCAFN souffrent encore des systèmes coloniaux « conçus pour nous briser afin de s'emparer de nos terres et de nos ressources ». Elle a mentionné des systèmes tels que les tarifs douaniers et les politiques commerciales qui limitent l'accès des Premières Nations aux marchés, ainsi que le « développement » accéléré qui néglige souvent le CLIP. Elle a cité quelques cas de réconciliation, qui, selon elle, doivent passer par la justice, la restitution, le retour du pouvoir aux Peuples autochtones et la mise en œuvre complète de l'UNDRIP.

Barry Hunter, NAILSMA, a indiqué que les aires protégées autochtones représentent plus de 53% du Système de réserves nationales de l'Australie, dont 93 sont gérées par les Premières Nations et couvrent 106 millions d'hectares de terres et six



Ramson Siny Karmushu, FIAB et Fondateur de My Indigenous Knowledge in Action, Kenya

millions d'hectares de mer. Il a salué la reconnaissance par le gouvernement australien de la gestion des terres par les Peuples autochtones et a appelé à une réconciliation plus poussée, citant des disparités de financement entre les aires protégées autochtones et les autres aires protégées. Il s'est demandé si le gouvernement australien devait prendre en compte les aires protégées autochtones dans la réalisation de ses objectifs mondiaux en matière de biodiversité et a appelé à plus de responsabilité et d'équité.

La Modératrice Ruiz García a clôturé la session en soulignant que les Peuples autochtones sont désormais en train de façonner leur propre récit. Elle a insisté sur le fait que la transformation est possible, mais qu'elle nécessite le respect et la confiance de tous dans le cadre d'une approche globale au niveau de la société tout entière.

Au-delà de la consultation : La cogestion comme voie vers la réconciliation : Axée sur le respect des droits et des connaissances autochtones afin de transformer les approches de conservation, la session a exploré comment l'UICN peut faire progresser la réconciliation grâce à une véritable cogestion dirigée par les autochtones.

La Modératrice Kristen Walker-Painemilla, Vice-présidente senior de finance inclusive à Conservation International, a rappelé aux participants la [Résolution de l'UICN sur la renonciation à la Doctrine de la découverte pour redécouvrir comment préserver la Terre nourricière](#). Elle a expliqué que celle-ci donne mandat au Conseil pour entamer une discussion sur l'histoire de l'UICN,



Verónica Ruiz García, Responsable principale, Climat, nature et populations, UICN



Kristen Walker-Painemilla, Vice-présidente principale Finance inclusive, Conservation International

la vérité et la réconciliation, ainsi que la cogestion et la co-gouvernance avec les Peuples autochtones.

Kevin Chang, Directeur exécutif de Kua'āina Ulu 'Auamo, à Hawaï, a souligné que la Doctrine de la découverte touche à la rhétorique de la vérité et de la réconciliation. Il a insisté sur le fait que la première étape de la réconciliation consiste à comprendre ce qu'elle est, puis à changer la mentalité en matière de conservation. Il a appelé à poursuivre la discussion sur l'histoire et le rôle de la Doctrine de la découverte, y compris dans le cadre de la fondation de l'UICN.

Vivian Silole, Chargée de projet de l'ICI, IMPACT Kenya, a souligné que l'Initiative a entamé une redéfinition de la conservation, qui était perçue comme extérieure aux communautés locales plutôt que comme une pratique liée à leur mode de vie. Elle a mis en avant la création d'un mouvement à partir de la base et la modélisation de l'Initiative afin qu'elle puisse s'appliquer à toutes les formes de pratique de conservation. Elle a évoqué le Forum annuel des parties prenantes de l'Initiative et les principes de la conservation inclusive, soulignant que l'Initiative ne propose pas une forme de conservation concurrente, mais complémentaire.

Joan Carling, Directrice exécutive de l'organisation Indigenous Peoples Rights International, a mis en avant la Doctrine de la découverte comme première forme d'accaparement des terres, un mécanisme de colonisation des Peuples autochtones « où nos terres étaient sous le contrôle des détenteurs du pouvoir », notamment par la désignation de parcs nationaux et de zones de conservation. Elle a insisté sur la nécessité de « décoloniser notre approche de la conservation » en accordant une reconnaissance juridique aux terres et aux ressources protégées par les Peuples autochtones, en respectant les systèmes de gouvernance des Peuples autochtones et en garantissant une approche fondée sur les droits qui soit réactive en termes de culture et de genre.

Soulignant que « parler de réconciliation, c'est parler de discrimination et de racisme », Ramiro Batzin a fait remarquer que « si nous parlons de réconciliation, nous devons accepter qu'il y ait eu violation des droits » et reconnaître en tant qu'individus, institutions et programmes, les erreurs du passé. Il a souligné que la reconnaissance des contributions des Peuples autochtones à la conservation, ainsi que de leurs droits collectifs et leurs systèmes de gouvernance, fait partie du processus de réconciliation. Batzin a ainsi conclu que les mesures de conservation doivent respecter les droits des Peuples autochtones et le CLIP.

En ce qui concerne la création d'un groupe de travail de l'UICN sur la vérité et la réconciliation, les panélistes ont souligné la nécessité :

- d'assurer une représentation et une participation équitables des Peuples autochtones ;
- de modifier les pratiques et réformer les politiques sur le terrain, en reconnaissant les erreurs du passé ;
- de garantir des ressources adéquates ;
- d'élaborer un inventaire des meilleures pratiques ;
- d'œuvrer en faveur d'une approche de la conservation et du développement fondée sur les droits ;
- d'utiliser la Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones (UNDRIP) comme point de départ et de référence ; et
- de développer des programmes interculturels, en veillant à ce que les savoirs traditionnels soient traités sur un pied d'égalité.

Organisations des Peuples autochtones (OPA) : Notre engagement à l'Assemblée générale des membres de l'UICN :

Ramiro Batzin a animé cette session le vendredi 10 octobre, expliquant comment les motions de l'UICN sont adoptées en tant que résolutions. Il a présenté trois motions élaborées par les OPA membres de l'UICN au cours de l'année écoulée. Il a averti que de nombreuses motions antérieures de l'UICN n'avaient pas été mises en œuvre ou suivies, conseillant aux participants qui élaborent des motions d'inclure toujours un plan de mise en œuvre.

Ana Gabriela Díaz Banegas, de l'association Sotz'il, au Guatemala, a présenté une motion appelant à la non-prolifération des combustibles fossiles, affirmant que leur élimination progressive est essentielle pour protéger la biodiversité et les territoires autochtones. Elle a instamment prié les Peuples autochtones à lutter activement contre les changements climatiques, y compris au sein de la CCNUCC, car celui-ci menace de devenir la principale cause de perte de biodiversité et affecte directement les communautés autochtones et locales. Elle a déclaré que la motion appelait à : reconnaître les Peuples autochtones comme des acteurs clés ; protéger les territoires et les zones sacrées contre l'expansion des combustibles fossiles ; aligner les programmes relatifs au climat et à la biodiversité ; et canaliser les ressources vers les initiatives des communautés autochtones.

Fany Kuiru Castro, Coordinatrice générale de la Coordination des organisations autochtones du bassin amazonien (COICA), a présenté en détail une motion visant à restaurer 80% de l'Amazonie d'ici 2030. Elle a expliqué son importance pour la vie sur Terre dans son ensemble en raison de sa fonction de régulation écologique. Elle a déclaré que la motion vise à éviter une perte de 25% de l'Amazonie, qui entraînerait une perte irréversible de biodiversité. Soulignant que les causes de la



Ana Gabriela Díaz Banegas, Association Sotz'il, Guatemala

déforestation et de la dégradation comprennent la monoculture, l'exploitation forestière, le trafic de drogue et l'exploitation minière illégale, elle a annoncé que la motion avait déjà été approuvée.

Huihui Kanahale-Mossman, Directrice exécutive de la Fondation Edith Kanaka'ole, à Hawaï, a présenté une motion reconnaissant l'importance des langues et du patrimoine culturel autochtones pour la conservation de la biodiversité. Elle a décrit la perplexité des Peuples autochtones face à la séparation entre les ressources naturelles et la langue opérée par le « monde colonisé », affirmant que « notre langue est celle de la terre ». Elle a ajouté que l'importance de la langue est citée dans l'article 8(j) de la CDB et qu'elle est cruciale pour la gestion des terres.

Savoirs traditionnels, conservation de la diversité bioculturelle et aménagement du territoire : Cette session, animée par Claudia Valeria Sánchez Flores, du Réseau des femmes autochtones pour la biodiversité en Amérique latine et dans les Caraïbes, s'est tenue le vendredi 10 octobre et a porté sur l'utilisation des savoirs traditionnels et des systèmes coutumiers pour l'aménagement du territoire et la gestion des ressources.

Fort de son expérience dans le domaine de la géographie des inégalités et de ses études sur les raisons pour lesquelles certains groupes disposent du pouvoir et des ressources tandis que d'autres en sont privés, David Gadsden, Directeur des solutions pour la conservation, à l'Institut de recherche sur les systèmes environnementaux, a centré son intervention sur les systèmes d'information géographique et les possibilités d'explorer avec les Peuples autochtones la façon d'exploiter de manière appropriée les connaissances autochtones sous forme de cartes numériques. Soulignant que, historiquement, les cartes ont été utilisées contre les communautés autochtones, il a mis en évidence, à l'aide d'exemples, l'importance de la souveraineté des données et la nécessité pour les autochtones de s'approprier l'utilisation des outils technologiques en termes de gouvernance, de régulations et d'accès.

Ricardo Camilo Niño, Secrétaire technique autochtone de la Commission nationale des territoires autochtones de Colombie, a déclaré qu'il existe 934 réserves autochtones au niveau national, précisant qu'elles représentent 30% du territoire colombien et constituent un moyen de reconnaître la propriété collective des terres pour les Peuples autochtones. Soulignant que le territoire est le plus important de tous les droits autochtones, il a exhorté à aller de l'avant avec un cadre juridique sur l'identification des territoires autochtones afin de permettre aux Peuples autochtones de renforcer leur autonomie.

Fred Loure Parmelo, de l'Équipe de ressources communautaires Ujamaa, Tanzanie, a focalisé son propos sur le modèle Ujamaa pour la sécurité foncière communautaire, qui s'appuie sur les principes de la politique historique tanzanienne Ujamaa (familialité) pour garantir légalement les droits fonciers des groupes communautaires. Il a évoqué les efforts déployés pour former et informer les communautés locales sur l'identification des ressources naturelles présentes sur leurs terres. Notant que les efforts de conservation impliquant des solutions externes ont échoué, il a souligné que « nous devons maintenant revenir aux sources et faire reconnaître nos modèles de conservation et nos terres ».

Représentant les territoires de Kurarwe et Panguipulli au Chili, Atanasio Gabriel Huenun Hueitra, de l'Association Mapuche Koyagtun Koz Koz Mapu, a évoqué les moyens de renforcer le dialogue pour mieux identifier et relever les défis en s'appuyant sur les connaissances ancestrales. Il a centré son intervention sur le travail de promotion de la cartographie territoriale, qui vise à faire valoir les droits des Peuples autochtones sur leurs terres. Il a mis en avant la participation des jeunes et des femmes, et a fait valoir les efforts de conservation réussis des Peuples autochtones au fil des siècles.



Participants aux discussions

Alifireti Tawake, Cofondateur et Directeur exécutif du Réseau international des aires marines gérées localement, a abordé le développement de l'aménagement du territoire en matière de biodiversité marine. Soulignant que pour les populations du Pacifique, « l'océan fait partie de nous et est en nous », il a décrit les efforts de cartographie comme s'inscrivant dans un plan de gestion plus large, aidant les communautés à intégrer leurs connaissances et leurs relations sur la carte, y compris les garanties nécessaires pour protéger les connaissances secrètes. Il a souligné que les prochaines étapes comprennent un registre des zones marines gérées localement et un registre national reconnu par les gouvernements, visant à assurer le CLIP et la mise en place de garanties pour protéger les savoirs traditionnels et locaux.

La Modératrice Sánchez Flores a souligné l'importance des savoirs traditionnels, notamment pour atteindre les objectifs du CMB, en particulier les Objectifs 1 (planifier et gérer toutes les zones afin de réduire la perte de biodiversité), 3 (conserver 30% des terres, des eaux et des mers), 9 (gérer les espèces sauvages de manière durable au profit des populations) et 13 (accroître le partage des avantages découlant des ressources génétiques, de l'Information de séquençage numérique et des savoirs traditionnels).

Initiative PODONG des Peuples autochtones :

Enseignements tirés et marche à suivre : Cette session, animée par Anita Tzec le vendredi 10 octobre, a été consacrée à l'Initiative PODONG des Peuples autochtones, qui soutient le leadership autochtone en matière de conservation et d'action



Claudia Valeria Sánchez Flores, Réseau des femmes autochtones pour la biodiversité en Amérique latine et dans les Caraïbes

climatique, en garantissant la participation et l'accès à des financements à grande échelle.

La Modératrice Tzec a présenté un aperçu de la création de l'Initiative PODONG, du choix de son nom, qui signifie « panier » en langue marma du Bangladesh, et de l'accord avec Affaires mondiales Canada qui a soutenu le premier cycle de l'Initiative.

Kerry Max a souligné que l'Initiative PODONG est une approche visionnaire et pratique, en exprimant l'engagement du Canada à soutenir des projets similaires, en particulier dans les régions riches en biodiversité et en patrimoine culturel. Il a souligné que l'Initiative est plus qu'un modèle ; elle représente un mouvement et un appel à l'action pour repenser les pratiques afin de promouvoir les droits des Peuples autochtones et transformer les engagements mondiaux en résultats locaux significatifs.

Erica McCreedy a souligné que l'Initiative PODONG a été élaborée et conçue en collaboration avec les Peuples autochtones. Elle a souligné que la présence d'Anita Tzec en tant que dirigeante autochtone au sein de l'UICN a été un élément clé de cette réussite.

Paine Mako a indiqué que l'Initiative a contribué à établir des relations personnelles, facilité les interactions et la mise en œuvre, et renforcé l'aide des partenaires financiers. Elle a déclaré que l'Initiative PODONG soutient le travail mené par les autochtones de l'UCRT pour garantir la titularisation foncière collective et les titres fonciers des femmes vulnérables, en sensibilisant aux possibilités juridiques de protection des terres et en aidant à la résolution des conflits intercommunautaires.

Tunga Rai, du Programme de partenariat sur les changements climatiques de la Fédération népalaise des nationalités autochtones (NEFIN), a déclaré que l'Initiative PODONG soutient le travail de la NEFIN visant à rétablir l'équilibre entre les êtres humains et la nature. Il a expliqué que ce travail englobe : la transmission des chants et festivités, qui sont à la base des savoirs traditionnels ; la formation de la jeune génération aux valeurs et à la culture traditionnelles ; et la promotion de l'utilisation d'un calendrier traditionnel pour la récolte du bambou de montagne à différentes périodes de l'année et à des fins diverses, pour éviter que les gens ne le considèrent comme une marchandise et ne le récoltent en une seule fois.

Krizzley Ordoñez García, jeune dirigeante maya, a exprimé sa gratitude envers PODONG pour : les opportunités de participer à des rassemblements en tant qu'autochtone, en particulier en tant que femme autochtone ; les leçons apprises auprès des autres dirigeants autochtones ; et les opportunités de partager ce qu'elle a appris avec d'autres jeunes.

En ce qui concerne les messages à l'intention de la communauté des donateurs, les panélistes ont recommandé :



Anita Tzec, Dirigeante maya yucatèque du Belize et Responsable principale du Programme sur les Peuples autochtones et la conservation, UICN

- de faire connaître l'importance de PODONG dans le secteur philanthropique et de créer des liens ;
- de se concentrer sur les droits fonciers ;
- d'établir des relations pour « revitaliser la Terre » ; et
- de visiter les territoires autochtones pour constater à quel point ils sont magiques.

La Modératrice Tzec a clos la séance en soulignant que le travail de PODONG prend de l'ampleur et que davantage de fonds sont recherchés pour le soutenir. Elle a remis un panier PODONG à Kerry Max en reconnaissance de la contribution du Canada.

Annonces, rapports et clôture du Sommet

Cette session s'est déroulée le vendredi 10 octobre et était animée par Claudia Valeria Sánchez Flores. Elle a mis en lumière les nouveaux rapports et annonces issus d'initiatives menées par des autochtones dans les domaines de la biodiversité, de l'action climatique et de la gouvernance fondée sur les droits.

Vivian Figueroa a évoqué :

- le [Rapport de l'atelier international sur les TAT et la conservation de la biodiversité](#), qui s'est tenu du 2 au 5 septembre 2025 au Panama, soulignant la nécessité de donner priorité à la reconnaissance des TAT qui préservent la biodiversité ;
- les [Lignes directrices sur les TAT dans le contexte de la conservation, de l'utilisation durable et de la restauration de la biodiversité](#), qui fournissent un cadre complet pour reconnaître et soutenir le rôle essentiel des Peuples autochtones et communautés locales dans la conservation, l'utilisation durable et la restauration des écosystèmes au sein de leurs TAT ; et
- une présentation sur le parcours des Peuples autochtones et communautés locales dans le contexte des négociations de la CDB et de ses protocoles.

Vivian Silole a présenté un aperçu des résultats de l'ICI d'IMPACT Kenya, qui vise à changer le discours sur la conservation par le biais d'approches fondées sur les droits, permettant aux communautés autochtones d'obtenir la reconnaissance de leur contribution à la biodiversité. Elle a souligné la production de 44 cartes bioculturelles, 11 calendriers bioculturels, un documentaire vidéo et un reportage photo. Elle a également attiré l'attention sur la recherche fondée sur les connaissances techniques autochtones, sur l'organisation de deux



Krizzley Ordoñez García, jeune dirigeante maya



Vivian Silole, Chargée de projet de l'ICI, IMPACT Kenya

forums annuels sur la conservation inclusive, sur l'élaboration conjointe d'un manifeste pour la conservation inclusive et sur la conception conjointe d'un cours en partenariat avec l'Université de Nairobi.

Le premier Sommet mondial présentiel de l'UICN pour les Peuples autochtones et la nature s'est achevé à 20h05 par un défilé de mode autochtone et une « promenade interactive avec la nature et nos ancêtres » autour du hall d'exposition.

Prochaines réunions

CBD SBSTTA 27 : La 27^e réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques de la CDB abordera des questions pertinentes pour la mise en œuvre de la CDB et du CMB. **dates** : 20-24 octobre 2025 **lieu** : Panama City, Panama **www** : www.cbd.int/conferences/panama-2025

CBD SB8(j) 1 : Organisée consécutivement à la SBSTTA 27, la première réunion de l'Organe subsidiaire de la CDB sur l'article 8(j) abordera des questions liées aux Peuples autochtones et communautés locales. **dates** : 27-30 octobre 2025 **Lieu** : Panama City, Panama **www** : www.cbd.int/conferences/panama-2025

12^e session du Mécanisme d'experts sur le droit au développement : Cette réunion rassemblera des représentants gouvernementaux, des entités des Nations Unies et d'autres parties prenantes afin de discuter des défis actuels liés à la réalisation du droit au développement. **dates** : 27-29 octobre 2025 **lieu** : Genève, Suisse **www** : www.ohchr.org/en/events/sessions/2025/twelfth-session-expert-mechanism-right-development

Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques 2025 (CdP 30 de la CCNUCC) : Cet événement comprendra la CdP 30, la 20^e Réunion de la CdP siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP 20) et la septième Réunion de la CdP siégeant en tant que Réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA 7). **dates** : 10-21 novembre 2025 **lieu** : Belém, Brésil **www** : unfccc.int/cop30

TIRPAA OD 11 : La 11^e réunion de l'Organe directeur du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA) devrait conclure la révision du Système multilatéral d'accès et partage des avantages du Traité et aborder, entre autres, les droits des agriculteurs. **dates** : 24-29 novembre 2025 **lieu** : Lima, Pérou **www** : www.fao.org/plant-treaty

CITES CdP 20 : La CdP à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) se réunit tous les deux ou trois ans pour

examiner la mise en œuvre de la Convention, évaluer les progrès réalisés dans la conservation des espèces inscrites aux annexes de la Convention et examiner les propositions visant à modifier les listes d'espèces figurant aux annexes I et II. **dates** : 24 novembre - 5 décembre 2025 **lieu** : Samarcande, Ouzbékistan **www** : cites.org/eng/cop/20

CLD CRIC 23 : Le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC) se réunira pour examiner la mise en œuvre du cadre stratégique de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CLD), les rapports et d'autres questions. **dates** : 1^{er}-5 décembre 2025 **lieu** : Panama City, Panama **www** : www.unccd.int/cric23

ANUE-7 : La septième réunion de l'Assemblée des Nations Unies sur l'environnement (ANUE) fixera le programme mondial en matière d'environnement, fournira des orientations politiques générales et définira les réponses politiques à apporter aux nouveaux défis environnementaux. **dates** : du 8 au 12 décembre 2025 **lieu** : Nairobi, Kenya **www** : unep.org/environmentassembly/unea7

Pour voir d'autres événements à venir, consultez : sdg.iisd.org/events/

Glossaire

APCA	Aire protégée et conservée autochtone
CCNUCC	Convention des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CdP	Conférence des Parties
CLIP	Consentement libre, informé et préalable
CMB	Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal
EAU	Émirats arabes unis
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIAB	Forum international autochtone sur la biodiversité
FVC	Fonds vert pour le climat
ICI	Initiative pour une conservation inclusive
IIN	Réseau d'information autochtone
NAILSMA	Alliance pour la gestion des terres et des mers autochtones d'Australie du Nord, Ltd.
OPA	Organisation des Peuples autochtones
SB8j	Organe subsidiaire sur l'article 8(j)
TAT	Territoires autochtones et traditionnels
TNFD	Groupe de travail sur les informations financières liées à la nature
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UNDRIP	Déclaration des Nations Unies sur les droits des Peuples autochtones